

Salaires Fonction publique : toutes et tous en grève le jeudi 20 janvier !

Les propositions de Renaud Dutreil - augmentation de 0,5% au 1er février et de 0,5% au 1er novembre - sont totalement inacceptables : elles entérinent la perte de pouvoir d'achat subie ces dernières années et ne répondent même pas aux prévisions d'inflation de 2005 ainsi qu'aux nouveaux prélèvements qui vont intervenir au 1er janvier.

Le gouvernement affiche ainsi son mépris envers les personnels des fonctions publiques qui supportent depuis des années des "réformes" de structures, prétextes à des suppressions d'emplois massives.

Face à cela, seule l'action des personnels pourra faire reculer le gouvernement.

L'Union syndicale Solidaires s'inscrit dans l'appel lancé par les organisations syndicales de fonctionnaires et appelle les personnels des trois fonctions publiques à faire grève le jeudi 20 janvier pour :

- le rattrapage immédiat des pertes de pouvoir d'achat,
- la compensation des nouveaux prélèvements,
- une reconnaissance financière des qualifications acquises,
- des mesures immédiates pour les bas salaires et les pensionnés.

Cette mobilisation doit être préparée dans l'unité, nationalement et localement, pour être la plus massive possible.

Parallèlement, deux autres secteurs publics ont lancé des appels à la grève dans cette même période :

- le 18 janvier à La Poste : le jour du débat parlementaire sur la loi postale qui prévoit la privatisation des services financiers ;
- le 19 janvier à la SnCF : le jour du débat sur le budget 2005.

Les organisations syndicales, membres de Solidaires, sont partie prenante de ces mobilisations. Ces appels à la grève sont le signe que le mécontentement grandit dans la fonction publique et le secteur public : salaires, emploi, précarité, remise en cause des missions de service public, privatisations...

En refusant d'augmenter les salaires des fonctionnaires, le gouvernement donne l'exemple au patronat pour que celui-ci refuse les augmentations salariales dans les entreprises privées. La question du pouvoir d'achat est, à juste titre, une préoccupation importante de tous les salariés, du privé comme du public. Les profits augmentent mais le pouvoir d'achat des salariés et des retraités est à la traîne, tout comme les minima sociaux

La grève du 20 janvier doit obliger le gouvernement à revoir sa copie.

Gagner sur les salaires dans la Fonction publique, ce serait un encouragement pour des mobilisations sur les autres questions, pour recréer des rapports de forces contre toutes les attaques anti-sociales du Gouvernement et du patronat.